

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 10/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALRECY

ZI4- BP8 rue du Président Lecuyer
59880 Saint-Saulve

Références : Visite ICPE du 05/10/2023
Code AIOT : 0010002144

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement VALRECY implanté Rue Voltaire ZI Les Distracts 18390 Saint-Germain-du-Puy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALRECY
- Rue Voltaire ZI Les Distracts 18390 Saint-Germain-du-Puy
- Code AIOT : 0010002144
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les établissements MAINGUY sont autorisés à exploiter le site de Saint Germain du Puy par l'arrêté préfectoral du 26 août 2010 pour l'activité de stockage et de récupération de déchets et de métaux.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2017, la société Valrecy dont le siège social est situé 119 avenue du général Bizot à Paris (75012) a été autorisée à poursuivre l'exploitation des installations situées ZI "Les Distracts" rue Voltaire sur la commune de Saint-Germain-du-Puy

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 26/08/2010, article 1.4.1.	/	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 05/10/2023, article R.512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2010, article 1.4.1.
Thème(s) : Situation administrative, Caducité
Prescription contrôlée : La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.
Constats : La totalité de l'installation n'a pas été exploitée sans justifier d'un cas de force majeure, durant au moins deux années consécutives, du 7 août 2019 au 5 octobre 2023, l'autorisation d'exploiter cesse de produire effet.
Observations : La précédente inspection réalisée le 7 août 2019 a permis de constater que l'ensemble du site était fermé, et non exploité. L'Inspection, par courrier du 13 septembre 2019, a notifié à l'exploitant le rapport relatif à cette inspection.

Suite à cette notification, l'exploitant a ainsi confirmé l'interruption d'exploitation de ce site par courrier du 10 octobre 2019.

Il n'a pas été notifié depuis par l'exploitant d'une quelconque reprise d'activité ou d'un cas de force majeure pouvant justifier de l'arrêt de l'exploitation.

Le constat de l'Inspection du 5 octobre 2023 objet du présent rapport, a permis de constater que l'ensemble du site était toujours fermé et qu'aucune activité n'y est exercée.

En conséquence, l'Inspection constate que l'installation n'a pas été exploitée sans justifier d'un cas de force majeure, durant quatre années consécutives, du 7 août 2019 au 5 octobre 2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/10/2023, article R.512-39-1

Thème(s) : Situation administrative, Procédure de cessation

Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Constats :

L'exploitant n'a pas notifié au préfet la mise à l'arrêt définitif de ses installations ni indiqué les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Observations : En conséquence du constat établi au point de contrôle précédent, à savoir que l'installation n'a pas été exploitée sans justifier d'un cas de force majeure, durant quatre années consécutives, du 7 août 2019 au 5 octobre 2023, l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 26 août 2010 cesse de produire effet.

La caducité de cet acte implique que l'exploitant doit prendre les dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, en transmettant à la préfecture du Cher un dossier complet de cessation définitive d'activité, au titre des installations classées.

L'exploitant n'a pas mis en œuvre les dispositions réglementaires relatives à la cessation d'activité de son site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet